ARGENTINE - Contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Argentine : le projet "Lutte contre la pauvreté et développement communautaire durable" (par Tania Vachon, Alternatives)

jeudi 14 septembre 2006, mis en ligne par Dial

Pour près de la moitié de la population en Argentine, la pauvreté et l'exclusion sociale sont des réalités, un espace hostile et étouffant dans lequel il faut trouver chaque jour comment survivre jusqu'au lendemain. L'éclatement, en décembre 2001, d'une profonde crise en Argentine témoigne que ce grand pays d'Amérique du sud ne fait pas exception. Selon l'Institut national de Estadisticas y Censos, entre octobre 1998 et mai 2002, le nombre d'individus dits « pauvres » a augmenté de 7 millions de personnes pour atteindre près de 19 millions de personnes. Celui de personnes dites « indigentes » a quant à lui grimpé à 4,6 millions et ce fléau terrorise plus de 7 millions d'Argentines et Argentins.

L'Argentine : un pays dans une crise profonde

L'Argentine a longtemps été un pays prospère. Mais ce pays vit maintenant un déclin brutal que les événements de décembre 2001 ont fait éclater aux yeux de toutes et tous, mais qui avait cours depuis au moins une dizaine d'années. Ainsi :

Plus du cinquième (22%) de la population active est privé d'un travail digne de ce nom et des protections sociales qui y sont associées, tel que l'accès à des services de santé.

Plus de la moitié de la population, 21 millions de personnes (sur un total de 37) vit sous le seuil de la pauvreté.

Le quart de sa population (10 millions de personnes) se retrouve dans un état d'indigence complète. Dans les provinces pauvres du nord comme Chaco, ce chiffre atteint 58,1% et 66,4% dans la province de Entre Rios.

La pauvreté affecte ainsi plus de 58,1% des enfants, une augmentation de 128% depuis 1991.

Le niveau de sous et mal alimentation atteint des niveaux effarants.

Selon des statistiques compilées par trois hôpitaux de La Matanza, 26,6% des nouveaux nés avaient en 2001 un poids et une grandeur moindre que la normale, ce qui témoigne de la malnutrition des mères. En 1991, cette donnée s'élevait à 12%. En outre, 82% des 900 enfants examinés montrent des signes de déficience alimentaire chronique.

La population décroît et se déplace vers des zones pauvres en créant de nouveaux « bidonvilles ». On en dénombre 238 de plus qu'en 1991 à Buenos Aires seulement. Selon toutes les estimations, le pays vit une grave crise économique.

La dette extérieure (près de $150 milliards) représente 46% du PIB.

Le PIB est passé de 300 à 220 millions de pesos (entre 1998 et 2001)

En marge de la dévaluation du peso qui est passé de 1 à 3,5 pesos pour 1US$, le taux d'inflation risque de dépasser 70% en 2003 et les salaires réels ont chuté de 40%. Ainsi, pour un panier d'aliments de base, il

faut maintenant payer 35,2% de plus.

Cordoba : un exemple de la réalité en Argentine

La province de Cordoba compte 3,6 millions de personnes, un peu moins de 10% de la population du pays, lesquelles vivent principalement en milieu urbain (88,8%). La capitale, Cordoba, compte 1,2 millions d'hommes et de femmes.

Depuis les années 1990, l'économie de la province a connu des licenciements massifs. Ceux qui ont perdu leurs emplois se sont emparés de la rue pour y gagner leur vie en vendant divers articles. Avec un travail indépendant mais en dehors du système, sans revenus ni bénéfices réguliers, sans avantages et non soumis à l'impôt, ces gens viennent grossir le secteur de l'économie informelle. L'augmentation des taux de chômage et de sous emploi, couplée à la détérioration des conditions de travail offrent un portrait critique du marché de l'emploi de cette région : 45% de la population est maintenant aux prise avec des conditions de travail précaires. Le travail autonome et souvent informel atteint maintenant plus de 53% de la population et rappelons que ces derniers ne peuvent compter sur aucun système de protection sociale.

Ainsi, en octobre 2001,

– 25% des ménages et 35% des personnes de la province vivaient sous le seuil de pauvreté

– 11% d'entre eux vivaient dans l'indigence, une augmentation de 25% par rapport aux chiffres de 1998.

– Le taux de personne vivant dans l'indigence est passé de 21% en 1998 à 36 % en 2001.

– Les 10% de la population bénéficiant des plus hauts salaires gagnent plus de 20 fois ce que les 10% de la strate inférieure accumulent.

– La pauvreté, la dévaluation monétaire du peso fait en sorte que les salaires réels ont chuté de 13% entre 1998 et 2001.

– En 1998, 87% des enfants de 5 ans étaient inscrits à l'école, laquelle est obligatoire pour les jeunes de cet âge. En 2001, seulement 60% des enfants de ce même groupe d'âge le faisait. En tenant compte de l'impact que l'éducation primaire a sur le développement scolaire futur des enfants, on ne peut que craindre les conséquences de ce retrait.

Ainsi, en octobre 2001, dans la province de Cordoba vivaient dans des conditions de pauvreté :

– Plus de 50% % de jeunes de moins de 5 ans

– Près de 55% de jeunes de 6 à 12 ans ?

– Près de 50% d'adolescentes et adolescents de 13 à 18 ans ?

– Près de 25% des jeunes adultes de 19 à 24 ans

Le présent projet entend soutenir les efforts des communautés locales en Argentine et renforcer les liens et réseaux déjà établis par la communauté de Solano, diverses associations de quartier de la région de Cordoba et de Buenos Aires. Prendre appui sur des initiatives, fragiles, qui existent déjà et renforcer des réseaux naturels qui se constituent sont des facteurs facilitant le transfert de connaissances. Alternatives et ses partenaires canadiens renforceront les capacités des hommes et des femmes impliqués dans le secteur de l'économie sociale et du développement durable en Argentine.

Des coopératives qui répondent aux besoins locaux.

Face à la déstructuration de la fibre productive argentine, aux fermetures massives d'entreprises et conséquemment à la hausse flagrante des taux de chômage, des milliers de personnes en Argentine ont

pris sur elles de refaire vivre le pays et de redonner de l'emploi au plus grand nombre. Près de 200 entreprises qui avaient été abandonnées ont été remise sur pied, permettant la création de plus de 10 000 emplois.

Une étude effectuée par un des partenaires dans le projet (l'Université de Buenos Aires) offre un portrait de ce secteur économique. Prenant appui sur un échantillon de coopératives situé dans le Grand Buenos Aires, on apprend que la majorité oeuvre dans le secteur de la métallurgie et des services alimentaires et graphiques. Une part importante de la production de ces entreprises approvisionne d'autres coopératives et donc, contribue à renforcer tout un réseau de petites entreprises et micro entreprises, renforçant un des objectifs contemplés dans ce projet qui est de fortifier le réseau de l'économie solidaire en Argentine.

La majorité des coopératives sont de petite taille, employant pour la majorité moins de 20 travailleurs et travailleuses. Le quart des coopératives regroupe entre 20 et 50 personnes, en faisant des endroits de travail propices au développement d'une démocratie participative et économique. Par ailleurs, près de la moitié des coopératives ont été crées après l'année 2002. Elles demeurent donc fragiles, ayant besoin de tout le soutien nécessaire, ce que propose ce projet.

Des manques ont été identifiés en terme de connaissance, de systématisation des expériences, de transmission de ces informations et de réseautage. Plusieurs travailleurs, habitués à oeuvrer en tant qu'employés se retrouvent maintenant dans des positions de gestionnaires, ce qui ne va pas nécessairement de soi. Une adéquation a pu être établie entre les besoins de formation propres aux coopératives et l'expertise canadienne dans ce domaine.

Par ailleurs, une des difficultés rencontrées par ce secteur économique concerne l'état des politiques publiques en Argentine. De nombreuses rencontres et discussions avec des leaders du mouvement coopératif et des universitaires ont permis d'identifier comment l'expérience canadienne dans ce domaine serait profitable au renforcement du secteur de l'économie sociale en Argentine. Alternatives, le Chantier de l'économie sociale et les autres partenaire de ce projet agiront justement à ce niveau afin de favoriser le développement de politiques publiques adéquates.
Au niveau public : un nouveau soutien ?

Parallèlement, et peut-être plus certainement depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau président Nestor Kirchner au printemps 2003, commencent à se développer certaines politiques publiques et une certaine ouverture face aux expériences novatrices dans le domaine de l'économie sociale.

Dans les dernières années, certains programmes gouvernementaux argentins ont été mis en place de manière à lutter contre l'exclusion. Il est notamment question du Programme d'urgence alimentaire, du Programme de soutien aux groupes vulnérables, du Programme fédéral de santé, du Programme « Remediar » de distribution de médicaments génériques au chapitre de la santé primaire, du Programme national de bourses pour les étudiantes et étudiants et du Plan « Jefes y Jefas de Hogar Desoccupados qui représentent environ 18% du budget social de l'État argentin.

Pour plusieurs raisons allant de l'insuffisance des ressources disponibles à la mauvaise gestion de ces programmes, d'aucun affirme que ces initiatives suffisent à répondre à la question de la pauvreté en Argentine.
De grands défis se posent à une action gouvernementale renouvelée, tel que l'augmentation de la valeur des prestations et du nombre de prestataires, l'articulation entre ces divers programmes, et entre ces derniers et la société civile, l'institutionnalisation de ces mesures de manière à diminuer l'incertitude qui leur est associée, l'abolition du clientélisme dans la gestion de ces programmes, la mise en place de mécanismes de gestion en concertation avec la société civile, etc.

Un volonté politique marquée à l'endroit de l'économie sociale

Au delà des mesures d'aide ponctuelle que le gouvernement argentin entend mettre en œuvre, un autre défi se pose à la société argentine qui est le renouvellement de la structure productive, non seulement la grande entreprise, mais l'entreprenariat social et collectif, lequel s'ancre dans les communautés locales,

pour retisser la société argentine. Le présent projet s'attaquera justement à ce grand défi en permettant le renforcement et la création d'entreprises d'économie sociale.

Incidemment, le ministère fédéral du Développement Social semble jouir présentement d'un certain respect de la part de la population. Bien que ne bénéficiant que de peu de ressources, le ministère a ainsi annoncé son intention de soutenir le développement de l'économie sociale. En effet, se retrouve dans les intentions du gouvernement, la mise en place d'un Plan national de développement de l'économie sociale lequel se nomme : Manos a la obra.

Incidemment, des représentants de haut calibre de cette administration ont d'ailleurs déjà visité certains des projets d'économie solidaire en cours émoignant de la sorte et dans une certaine mesure de la « reconnaissance » qu'accorde le nouveau gouvernement aux initiatives d'économie locale et autonome. La ministre, Alicia Kirchner, aurait dit que son intention n'était non pas de distribuer des « planes trabajar », d'une utilité pourtant incontestable, mais bien de favoriser la réelle participation démocratique, tant citoyenne que gouvernementale, dans la gestion de cuisines collectives, de projets d'économie solidaire, de coopératives, etc. En ce sens, le présent projet contribuera à cette nouvelle orientation gouvernementale.

Des embryons de sortie de crise à faire croître

En Argentine, les efforts pour réduire la pauvreté et l'exclusion sont nombreux et anciens. Les citoyennes et citoyens se sont pris en main et s'organisent collectivement. Les solutions envisagées émanent d'abord des gens affligés par la pauvreté et les exclus eux-mêmes. Ils sont également le fait d'une multiplicité de personnes et d'organisations œuvrant au niveau local, national ou international. Plusieurs organisations et réseaux communautaires tentent, tant bien que mal, de soutenir les initiatives de création de micro entreprises et ce sont ces derniers qui sont au cœur du présent projet.

Armés de bonne volonté, des acteurs clés de ces communautés de Buenos Aires, de Cordoba ont cependant besoin de l'aide des acteurs de l'économie sociale canadienne pour accroître leur capacité action, accroître leur capacité de formateur, leurs compétences en gestion des organisations d'économie sociale et en agriculture durable, faciliter l'accès de ces dernières au micro-crédit, en réseautage et commercialisation de même que leurs connaissances relatives aux politiques publiques nécessaire au renforcement de ce secteur économique vital et en émergence.

Le projet Lutte contre la pauvreté et promotion du développement communautaire et durable est conçu pour diminuer les conséquences directes de l'accroissement de la pauvreté chez des millions de femmes et hommes argentins, (notamment la diminution des revenus familiaux, la malnutrition, le déficit de participation aux instances politiques), mais également les causes de l'accroissement de la pauvreté en renforçant et développant, au sein de la population ciblée, les connaissances et savoirs faire leur permettant de reprendre en main le processus de développement économique et social de leurs communautés et en visant une plus grande participation à la vie démocratique de ces mêmes communautés.

Le principe de développement durable à la base de ce projet vise à consolider et à renforcer les capacités des ONG, organisations locales et institutions en Argentine en favorisant leur prise en charge et leur autonomie. La réduction de la pauvreté demeure un vecteur primordial du développement durable, et ce, dans une perspective écologique, élément essentiel pour atteindre cet objectif. Il s'agit de viser la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, dont l'alimentation, tout en assurant la pérennité de l'écosystème. L'extension de la démocratie pour toutes les couches de la société, et plus particulièrement les femmes et les jeunes, ainsi que le respect des droits humains sont des questions sous-jacentes à tout développement durable et équitable

http://www.alternatives.ca/article2525.html